

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

Département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture

30 OCTOBRE 1991

Circulaire CUL/1 relative à la création et à l'agrément de conseils communaux de politique culturelle

Monsieur le Gouverneur,
Madame, Monsieur les Bourgmestre et Echevins
Monsieur, Membre du Collège de la Commission communautaire flamande,

1. Relevé de la situation

Au début des années soixante-dix, les idées et principes — nouveaux pour l'époque — d'une politique participative et de la protection de minorités idéologiques et philosophiques furent fixés dans le pacte culturel et sanctionnés d'abord par une loi, ensuite par un décret.

La loi du 18 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, la loi dite sur le pacte culturel, règle le droit à la participation.

L'article 6 prévoit en effet : « Les autorités publiques doivent associer à l'élaboration et à la mise en œuvre de leur politique culturelle toutes les organisations représentatives reconnues et toutes les tendances idéologiques et philosophiques.

À cette fin, elles auront recours à des organes et structures appropriés, existants ou à créer, en vue de la consultation ou de la concertation. »

Le décret du 12 décembre 1974 réglant l'agrément des conseils communaux de la culture et des loisirs cultures forma une précision des règles fixées dans la loi sur le pacte culturel.

Or, ce décret ne sembla plus adapté à l'esprit de l'époque que nous vivons actuellement. Car, depuis son entrée en vigueur, l'image de la société a changé.

L'uniformisation contenue dans les dispositions obligatoires de ce décret ne tint pas du tout compte des effets d'échelle découlant de la fusion des communes. Cette fusion a provoqué des changements profonds non seulement sur le plan technico-administratif, mais aussi au niveau des relations entre l'administration et les citoyens.

La plupart des administrations communales prêtent volontiers l'oreille aux citoyens. Ceux-ci, de leur côté, sont de plus en plus émancipés et conscients de leur droit à la participation.

Le droit à la participation et la publicité administrative sont devenus des notions évidentes dans de nombreuses communes. Le nombre de réunions informatives, d'audiences publiques, de commissions et conseils consultatifs est sans cesse croissant.

On constate, d'autre part, un besoin croissant de décentralisation et d'autonomie communale.

L'Exécutif flamand s'est parfois montré, par le passé, trop enclin à réglementer, avec les meilleures intentions sans doute, mais provoquant l'effet opposé. Certains décrets imposaient aux communes des obligations qu'elles connaissaient insuffisamment et sur lesquelles elles n'avaient peu ou pas été consultées auparavant.

Il s'agit de trouver un équilibre entre une réglementation poussée et une attitude paternaliste, d'une part, et une autonomie bien définie des communes, d'autre part.

Il faut éliminer les entraves qui empêchent de mener une politique culturelle décontractée et spontanée au niveau communal.

En effet, la commune, en tant que plus petite entité administrative, est le plus proche de la population, donc le mieux indiquée pour mettre en œuvre la participation directe de tous les citoyens à la politique culturelle.

Une politique culturelle efficace est d'ailleurs le mieux menée dans un dialogue ouvert et continu avec les citoyens.

Je pense qu'il serait opportun d'offrir aux communes un instrument leur permettant, dans le respect de leur autonomie et compte tenu de leur politique spécifique, de démarrer et de maintenir ce dialogue.

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur

30 OKTOBER 1991

Omzendbrief CUL/1 betreffende de oprichting en erkenning van gemeentelijke raden voor cultuurbeleid

Mijnheer de Gouverneur,
Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester en Schepen,
Mijnheer, Lid van het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie,

1. Situering

In het begin van de zeventiger jaren werden de — voor die periode — nieuwe ideeën en principes van inspraak en participatie en van bescherming van ideologische en filosofische minderheden vastgelegd in het cultuurpact en bekrachtigd door een wet, later door een decreet.

De wet van 16 juli 1973 houdende de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen, de zgn. cultuurpactwet regelt het recht op inspraak.

Artikel 6 bepaalt : « Elke overheid moet alle erkende representatieve verenigingen en alle ideologische en filosofische strekkingen betrekken bij de voorbereiding en de uitvoering van het cultuurbeleid.

Met dit doel zullen zij een beroep doen op passende bestaande of op te richten organen en structuren, met het oog op inspraak of advies. »

Het decreet van 12 december 1974 tot regeling van de erkenning van gemeentelijke raden voor cultuur en culturele vrijetijdsbesteding was een nadere uitwerking van de regels die in de cultuurpactwet werden vastgelegd.

Dit decreet bleek niet langer aangepast aan de huidige tijdsgeest. Sedert het in werking treden van dit decreet is het maatschappijbeeld veranderd.

De uniformisering die inherent was aan de bindende bepalingen van dit decreet, hield hoegenaamd geen rekening met de schaalvergroting als gevolg van de fusie van gemeenten. Deze fusie betekende niet alleen een grondige wijziging op het administratief-technische vlak, maar bracht eveneens een grondige verandering teweeg in de betrekkingen tussen burgers en bestuur.

De luisterbereidheid van de grote meerderheid van gemeentebesturen groeit. De burger wordt mondiger en wenst meer inspraak.

Inspraak en participatie, gekoppeld aan openbaarheid van bestuur, worden in tal van gemeenten steeds evidentier. Het aantal informatievergaderingen, hoorzittingen, adviesraden en -commissies neemt voortdurend toe.

Daarnaast is er een groeiende behoefte aan decentralisatie en gemeentelijke autonomie.

De Vlaamse overheid heeft zich in het verleden nogal eens bezondigd aan een overdreven reguleringsdrang, allicht met de beste bedoelingen maar vaak met een omgekeerd effect. Bij decreet werden aan de gemeenten een aantal verplichtingen opgelegd die ze onvoldoende kenden en waarover ze vooraf nauwelijke of helemaal niet werden geconsulteerd.

Het komt erop aan een evenwicht te vinden tussen een doorgedreven regulering en betutteling enerzijds en een welbegrepen autonomie voor de gemeenten anderzijds.

Remmingen die een vlot en spontaan werkend gemeentelijk cultuurbeleid verhinderen, moeten worden weggewerkt.

De gemeente staat als kleinste politieke bestuursseenheid immers het dichtst bij de bevolking, zodat zij het meest aangewezen is om de directe participatie van alle burgers aan het cultuurbeleid te bewerkstelligen.

Een doeltreffend cultuurbeleid wordt trouwens het best gevoerd in een open en ononderbroken dialoog met de burgers.

Het lijkt me in de eerste plaats raadzaam aan de gemeenten een instrument aan te reiken waarmee zij, met respect voor hun autonomie en rekening houdend met hun specifieke beleid, deze dialoog op gang kunnen brengen en houden.

2. Un nouveau décret

Remplaçant le décret du 12 décembre 1974, le Conseil flamand a adopté à l'unanimité, le 24 juillet 1991, le décret portant organisation de la concertation et de la participation dans la politique culturelle communale, publié au *Moniteur belge* le 18 septembre 1991.

De nouveau décret comporte un dérèglementation importante et un élargissement de l'autonomie politique et de la responsabilité des communes.

Le décret veut créer un cadre dans lequel le processus d'information, de concertation et de participation à la politique culturelle peut se dérouler de manière flexible, répondant aux besoins culturels de la population locale.

Toute réglementation superflue est évitée.

C'est dorénavant le conseil communal, et non plus le Ministre communautaire de la Culture, qui est chargé de l'agrément du ou des conseils culturels.

Le conseil communal fixe ainsi dans l'autonomie la plus complète les modalités de création, d'agrément et de fonctionnement d'un conseil culturel.

En ma qualité de Ministre communautaire chargé de l'exécution de ce nouveau décret, je tiens à commenter quelques aspects se rapportant à son application.

a) La création de conseils culturels consultatifs

Les conseils communaux sont tenus, en vertu de la loi sur le pacte culturel et du décret du 24 juillet 1991, de créer ou d'agréer un ou plusieurs conseils consultatifs de la politique culturelle. Cela signifie qu'ils peuvent soit agréer un conseil de la politique culturelle créé par les organisations concernées, soit prendre l'initiative de créer un conseil.

Le conseil communal peut agréer un ou plusieurs conseils de la politique culturelle.

Ainsi peuvent être créés ou agréés, d'une part, des conseils consultatifs spécifiques axés sur des aspects bien déterminés de la politique culturelle, tels que la jeunesse, l'animation socio-culturelle, les beaux-arts, le folklore, les sports, etc.

Le conseil communal peut créer ou agréer, d'autre part, des conseils consultatifs tenant compte de la composition de la population locale en groupes d'âge (jeunes, troisième âge), ou de certaines parties du territoire (fractions de communes fusionnées, quartiers).

Les autorités locales décident de manière complètement autonome, en tenant compte des besoins locaux spécifiques. Si le choix porte sur une formule de plusieurs conseils consultatifs, il faut qu'une concertation régulière soit organisée entre ces différents conseils.

Le conseil communal peut par ailleurs agréer le ou les conseils culturels existants (un conseil culturel ou autre agréé en application de la réglementation antérieure par le Ministre communautaire de la Culture).

S'il s'agit d'un conseil non agréé, l'autorité communale doit veiller à ce que toutes les conditions prévues par le décret du 24 juillet 1991 soient remplies.

Le secrétariat du ou des conseils de la politique culturelle est assuré par un fonctionnaire communal. La désignation de ce fonctionnaire relève de la compétence du collège des bourgmestre et échevins, qui peut, s'il le souhaite, délibérer sur la question avec le conseil consultatif concerné.

Si la commune opte pour plusieurs conseils consultatifs, le collège peut soit désigner un seul fonctionnaire pour tous les conseils, soit un fonctionnaire pour chaque conseil.

b) Champ d'application

Les autorités communales sont tenues de consulter les organes consultatifs et de concertation sur toutes les matières visées à l'article 4, § 1er, 1^o à 10^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Il n'empêche que les conseils peuvent être consultés ou émettre leur avis sur toute autre matière qui relève également de la compétence culturelle de la commune. Il peuvent ainsi formuler leurs avis sur les matières visées à l'article 4, § 1, 11^o à 17^o, de la loi spéciale.

Le ou les conseils de la politique culturelle jouent par ailleurs le rôle d'organe de concertation et de coordination entre les organisations culturelles et les initiatives culturelles au niveau communal.

c) Composition

Sont membres d'un conseil de la politique culturelle :

— les délégués d'organisations culturelles locales. Chaque organisation qui mène une activité culturelle dans la commune peut en principe faire partie du conseil de la politique culturelle. Aucune organisation active dans le domaine culturel ne peut être exclue;

2. Een nieuw decreet

Ter vervanging van het decreet van 12 december 1974 keurde de Vlaamse Raad op 24 juli 1991 unaniem het decreet goed houdende de organisatie en de inspraak in het gemeentelijk cultuurbeleid. Dit decreet verscheen in het *Belgisch Staatsblad* van 18 september 1991.

Dit nieuwe decreet behelst een belangrijke deregulering en een verruiming van de beleidsruimte en de verantwoordelijkheid van gemeenten.

Dit decreet wil een kader scheppen, waarbinnen het proces van informatie, overleg en participatie aan het cultuurbeleid soepel kan verlopen, afgestemd op de culturele behoeften van de plaatselijke bevolking.

Alle overbodige regelingen worden vermeden.

De gemeenteraad moet nu de raad of raden voor cultuurbeleid erkennen en niet meer de Gemeenschapsminister van Cultuur.

Zo bepaalt de gemeenteraad volledig autonoom de voorwaarden voor oprichting, erkenning en werking van een culturele raad.

Als Gemeenschapsminister, verantwoordelijk voor de uitvoering van dit nieuwe decreet, wens ik bepaalde aspecten van de toepassing ervan nader toe te lichten.

a) De oprichting van culturele adviesraden

De gemeenteraden zijn op basis van de cultuurpactwetgeving en het decreet van 24 juli 1991 verplicht om één of meerdere adviesraden voor cultuurbeleid op te richten of te erkennen. Dit betekent dat zij, ofwel een raad voor cultuurbeleid kunnen erkennen die door de betrokken organisaties werd opgericht, ofwel zelf het initiatief kunnen nemen om een raad op te richten.

De gemeenteraad kan één of meerdere adviesraden voor cultuurbeleid erkennen.

Zo kunnen enerzijds raden worden opgericht of erkend met adviesbevoegdheid voor bepaalde aspecten van het cultuurbeleid zoals bv. jeugd, sociaal-cultureel werk, schone kunsten, heemkunde, sport, enz.

Anderzijds kan de gemeenteraad adviesraden erkennen of oprichten rekening houdend met de samenstelling van de bevolking zoals bv. leeftijdsgroepen (jongeren, derde leeftijd) of met bepaalde delen van het grondgebied, zoals bv. deelgemeenten of wijken.

De plaatselijke overheid beslist volledig autonoom rekening houdend met de specifieke lokale behoeften. Indien men kiest voor een formule met meerdere adviesraden, moet er tussen deze afzonderlijke raden regelmatig gezamenlijk overleg plaatshebben.

De gemeenteraad kan ook de bestaande adviesraad of -raden (een met toepassing van de vroegere regeling door de Gemeenschapsminister van Cultuur erkende culturele raad of andere) erkennen.

Indien het een niet-erkende raad betreft, moet de gemeentelijke overheid er wel op toezien dat alle voorwaarden van het decreet van 24 juli 1991 vervuld zijn.

Het secretariaat van de raad of raden voor cultuurbeleid wordt waargenomen door een ambtenaar van de gemeente. Het aanwijzen van deze ambtenaar behoort tot de bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen dat hierover desgewenst overleg kan plegen met de betrokken adviesraad.

Indien de gemeente kiest voor meerdere adviesraden, kan het college ofwel een ambtenaar aanstellen voor alle raden ofwel een ambtenaar voor elke raad afzonderlijk.

b) Toepassingsgebied

De gemeentelijke beleidsinstanties moeten de inspraak- en adviesorganen raadplegen wanneer beslissingen worden voorbereid inzake de culturele materies opgenomen in artikel 4, § 1, 1^o tot 10^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Dit sluit echter niet uit dat advies kan worden ingewonnen of uitgebracht over alle andere aangelegenheden die tot het cultuurbeleid van een gemeente behoren. Zo kan ook advies uitgebracht worden over aangelegenheden vermeld in artikel 4, § 1, 11^o tot en met 17^o, van de bijzondere wet.

De raad of raden voor cultuurbeleid treden ook op als overleg- en coördinatieorgaan tussen de culturele organisaties en de culturele initiatieven op gemeentelijk vlak.

c) Samenstelling

Een raad voor cultuurbeleid bestaat uit :

— afgevaardigden van plaatselijke culturele organisaties. In principe kan iedere organisatie die een actieve culturele werking binnen de gemeente heeft lid zijn van de raad voor cultuurbeleid. Geen enkele organisatie die actief is op cultureel gebied kan worden uitgesloten;

— des personnes désignées par le conseil communal. Les membres du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins ne peuvent être membre d'un conseil de la politique culturelle;

— des membres cooptés par les délégués d'organisations culturelles locales.

La composition d'un conseil de la politique culturelle sera conforme aux dispositions de la loi sur le pacte culturel, d'autant plus qu'il s'agit d'une loi d'ordre public. La prépondérance illégitime de l'une ou l'autre tendance constituerait en effet une infraction à

La représentativité au niveau idéologique ou philosophique peut être réalisée par la désignation de personnes par le conseil communal ou par la cooptation de membres par les délégués d'organisations culturelles locales. La cooptation permet en outre de reprendre au conseil de la politique culturelle des experts, des artistes, des personnes intéressées.

Une représentativité en fonction de la composition de la population ou selon le critère territorial est également envisageable. Ainsi, s'il est jugé indispensable au bon fonctionnement du conseil consultatif, on peut assurer la représentation de chaque groupe d'âge concerné, des deux sexes et/ou de tous les quartiers ou districts intéressés.

Tous les membres des conseils de la politique culturelle ont droit de vote.

Les conseils de la politique culturelle peuvent faire appel, s'ils le jugent utile, à des observateurs qui peuvent participer aux activités du conseil ayant voix consultative.

d) La région bilingue de Bruxelles-Capitale

La compétence de création et d'agrément de conseils de la politique culturelle dans les communes de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, relève de la Commission communautaire flamande. Les conseils communaux de Bruxelles-Capitale peuvent, s'ils le souhaitent, prendre leurs responsabilités vis-à-vis des habitants néerlandophones. Dans ce cas, la Commission communautaire flamande peut agréer les conseils de la politique culturelle créés ou agréés par les communes de Bruxelles-Capitale.

De cette façon, les administrations communales de Bruxelles-Capitale qui s'efforcent de garantir aux Bruxellois flamands le droit à la participation, ne se découragent pas.

e) La procédure

La création ou l'agrément d'un ou de plusieurs conseils de la politique culturelle doit être un fait au plus tard le 1er janvier 1993. Le ou les conseils doivent être reconstitués dans les six mois suivant l'installation d'un nouveau conseil communal.

Chaque administration communale informera son administration de la décision prise par le conseil communal au sujet de l'agrément ou de la création d'un ou plusieurs conseils de la politique culturelle. En application de l'article 7 du décret du 24 juillet 1991, cette décision doit être accompagnée des documents déterminant les modalités d'agrément, la composition, la compétence et le fonctionnement du conseil.

Ce dossier sera envoyé à l'adresse suivante :

Bestuur voor Volksontwikkeling en Openbaar Bibliotheekwerk
Dienst cultuurspreiding en culturele centra
Markiesgebouw, Markiesstraat 1 (7e verdieping)
1000 Brussel
Tel. 02/510 34 11 — Fax 02/511 44 14.

Si, au plus tard le 1er janvier 1993 ou six mois après l'installation du nouveau conseil communal, le « Bestuur voor Volksontwikkeling en Openbaar Bibliotheekwerk » n'est pas en possession du dossier précité, elle sommera l'administration communale à deux reprises de faire le nécessaire, conformément à l'article 3 du décret.

Lorsque le conseil communal ne donne aucune suite à sommations, l'Exécutif flamand agira en lieu et place du conseil communal défaillant et prendra les mesures qui s'imposent en vue de l'exécution du décret du 24 juillet 1991 portant organisation de la concertation et de la participation dans la politique culturelle communale.

Les textes suivants sont repris en annexe :

- la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;
- le décret du 24 juillet 1991 portant organisation de la concertation et de la participation dans la politique culturelle communale.

Le Ministre communautaire de la Culture,
P. DEWAELE

— personen aangesteld door de gemeenteraad. Leden van de gemeenteraad en van het college van burgemeester en schepenen kunnen geen lid zijn van een raad voor cultuurbeleid;

— leden gecoöpteerd door de afgevaardigden van plaatselijke culturele organisaties.

De samenstelling van een raad voor cultuurbeleid gebeurt op basis van de cultuurpactwet, temeer daar deze wet van openbare orde is. Een onrechtmatig overwicht van een bepaalde strekking zou een overtreding betekenen van deze wet.

Met de aanstelling van personen door de gemeenteraad of met de coöptatie van leden door de afgevaardigden van plaatselijke culturele organisaties, kan de representativiteit op ideologisch of filosofisch vlak worden bereikt. Tevens biedt de coöptatie de mogelijkheid om deskundigen, kunstenaars en belangstellenden in de raad voor cultuurbeleid op te nemen.

Zo kan desgewenst ook een representativiteit volgens de samenstelling van de bevolking of volgens het grondgebied worden nagestreefd. Zo kan men ervoor zorgen — indien dit noodzakelijk wordt geacht voor de optimale werking van de adviesraad — dat elke betrokken leeftijdsgroep aanwezig is, dat elke seks vertegenwoordigd is en/of alle betrokken wijken of deelgebieden.

Alle leden van de raden voor cultuurbeleid zijn stemgerechtigd.

De raden voor cultuurbeleid mogen, indien zij dit nuttig achten, waarnemers opnemen die met raadgevende stem aan de werkzaamheden van de raad kunnen deelnemen.

d) Het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad

Om raden voor cultuurbeleid op te richten en te erkennen in de gemeenten van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad is de Vlaamse Gemeenschapscommissie bevoegd. Gemeenteraden van Brussel-Hoofdstad kunnen, indien zij dit wensen, hun verantwoordelijkheid opnemen ten aanzien van de nederlandstalige inwoners. In dat geval kan de Vlaamse Gemeenschapscommissie de door de gemeenten van Brussel-Hoofdstad erkende of opgerichte raden voor cultuurbeleid erkennen.

Door deze regeling raken gemeentebesturen in Brussel-Hoofdstad, die zich inspannen om de inspraak en participatie van de Vlaamse Brusselaars te garanderen, niet ontmoedigd.

e) De procedure

De oprichting of erkenning van één of meer raden voor cultuurbeleid moet uiterlijk tegen 1 januari 1993 rond zijn. Telkens binnen zes maanden volgend op de installatie van een nieuwe gemeenteraad moeten de raad of raden weer worden samengesteld.

Elk gemeentebestuur stelt mijn administratie in kennis van de gemeenteraadsbeslissing m.b.t. de erkenning of oprichting van één of meer raden voor cultuurbeleid. Met toepassing van artikel 7 van het decreet van 24 juli 1991 moet deze beslissing bovendien vergezeld zijn van documenten waarin de modaliteiten van de erkenning, de samenstelling, de bevoegdheid en de werking van deze raad zijn vastgelegd.

Dit dossier wordt naar het volgende adres gestuurd :

Bestuur voor Volksontwikkeling en Openbaar Bibliotheekwerk
Dienst cultuurspreiding en culturele centra
Markiesgebouw, Markiesstraat 1 (7e verdieping)
1000 Brussel
Tel. 02/510 34 11 — Fax 02/511 44 14.

Indien het Bestuur voor Volksontwikkeling en Openbaar Bibliotheekwerk uiterlijk tegen 1 januari 1993, of uiterlijk zes maanden na de installatie van de nieuwe gemeenteraad niet in het bezit is van het hiervoor vermelde dossier, zal het op basis van artikel 3 van het decreet het gemeentebestuur tweemaal per aangetekende brief aanmanen het nodige te doen.

Indien het gemeentebestuur alsnog in gebreke blijft, zal de Vlaamse Executieve, in de plaats treden van het in gebreke blijvende gemeentebestuur en de gepaste maatregelen treffen om het decreet van 24 juli 1991 houdende organisatie van het overleg en de inspraak in het gemeentelijk cultuurbeleid uit te voeren.

Als bijlage vindt u de volgende teksten :

- de wet van 6 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;
- het decreet van 24 juli 1991 houdende organisatie van het overleg en de inspraak in het gemeentelijk cultuurbeleid.

De Gemeenschapsminister van Cultuur,
P. DEWAELE